



Séance ordinaire du mercredi 20 juin 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Serge BOULET, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER.

Excusés :

Geniès BALAZUN, Renaud CALVAT.

Hors commission - Rapports annuels des délégataires de service public 2017 - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

HORS COMMISSION – RAPPORTS ANNUELS DES DÉLÉGATAIRES DE SERVICE PUBLIC DE L'EXERCICE 2017 – APPROBATION

En vertu de l'article 52 de l'ordonnance du 29 janvier 2016, les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Conformément aux articles L. 1411-3 et L.1411-13 du Code général des Collectivités Territoriales (CGCT), dès réception, ces rapports doivent être inscrits à l'ordre du jour du plus proche Conseil et mis à la disposition du public en mairie, ainsi qu'au siège de la métropole, dans les quinze jours de leur réception, pendant une durée d'un mois.

En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

Il est donc proposé à l'Assemblée de prendre acte des rapports annuels des délégations de services publics au titre de l'exercice 2017, remis au plus tard le 1^{er} juin 2018 conformément à la réglementation en vigueur et relatifs aux équipements ou services publics suivants :

Équipement / service	Délégataire
MAERA, Station de traitement des eaux usées	VEOLIA Eau
Collecte des eaux usées des communes raccordées à MAERA	VEOLIA Eau
Collecte et traitement des eaux usées sur les secteurs Est et Ouest	SAS AQUALTER
Unité de méthanisation AMETYST	SA NOVERGIE
Transports publics urbains	GME TaM/Transdev
Marché d'Intérêt National	SAEML SOMIMON
Patinoire Végapolis	SAS VERTMARINE
Corum-Palais des Congres-Opéra et Zénith Sud	SAEML MONTPELLIER EVENTS
Planetocean (Aquarium Mare Nostrum et Planétarium Galilée)	SAS PLANETOCEAN-WORLD MONTPELLIER
Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium	SAEML SFMA
Parcs de stationnement Foch-Préfecture /Marché aux fleurs et Arc de Triomphe	SA EFFIA
Parcs de stationnement Antigone et Comédie	SAEML TaM
Parc de stationnement Europa	SAEML TaM
Parc de stationnement Peyrou Pitot	INDIGO
Parc de stationnement Gambetta	SAEML TaM

Parc de stationnement Nouveau Saint Roch	SAEML TaM
Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid	SAEML SERM
Concession de gaz (24 contrats)	GRDF
Concession d'électricité (7 contrats)	ENEDIS
Concession d'électricité Montpellier-Hauts de Massane	Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres

Le rapport 2017 de services publics suivant n'a pas été remis à ce jour :

- sous-concessions d'exploitation du domaine public maritime sur la plage de Villeneuve-lès-Maguelone.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de la réception des rapports provisoires des délégataires de services public au titre de l'exercice 2017 dans les délais, et conformément à la réglementation en vigueur et annexés à la délibération ;
- confier l'examen de ces rapports à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) ;
- confier l'examen de ces rapports et autoriser la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le
\$Delib.report.AIRS_CLI_RAP_DTE
_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?
string.short}

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180620-44889-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 04/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.